

**Comité Français pour la Défense
des Droits de l'Homme et de la
Démocratie au Rwanda**

Paris,
Le 17 février 1993

**François MITTERRAND
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS**

Monsieur le Président,

Nous voici, une fois de plus, contraints à l'indignation face à la "politique" africaine de la France, et tout particulièrement à l'égard du Rwanda.

Le "rôle de l'armée française n'est pas d'intervenir dans les affaires intérieures des pays d'Afrique, dans des conflits ethniques et partisans...", avez-vous réaffirmé dans l'entretien que vous avez accordé récemment au journal le Monde.

Vous ajoutiez : "sauf pour protéger nos compatriotes".

Et, c'est effectivement ce dernier argument qui a été avancé pour justifier, le 9 février dernier, l'envoi au Rwanda d'un renfort militaire de 150 hommes. Il est vrai que : le Front Patriotique Rwandais (FPR) avait déclenché une offensive, l'avant-veille, dans le nord du pays, et nous avons quelques ressortissants français à Ruhengeri, ville au coeur des combats. Ceci dit, on peut s'interroger sur la nécessité d'envoyer 150 hommes pour évacuer quelques dizaines de ressortissants étrangers, quand la France en disposait déjà d'au-moins autant sur place. Des troupes dont on connaît le rôle actif joué depuis octobre 90 au côté de l'armée rwandaise.

De plus, la France a officiellement pris position politiquement en condamnant l'offensive, en rejetant l'entière responsabilité sur le FPR, en déclarant qu'elle risquait "de mettre en péril le processus de paix actuellement en cours", dont la France se veut paradoxalement le "facilitateur". On a pourtant entendu un autre discours officiel. Malheureusement ce n'était pas chez nous ! La veille, le gouvernement belge, par la voix de son Ministre des Affaires Etrangères, évoquait les "responsabilités écrasantes" du régime du Président rwandais Juvenal Habyarimana dans la reprise de la guerre civile. Le gouvernement belge se déclarait également prêt à revoir fondamentalement sa politique de coopération à l'égard du Rwanda à la lumière d'un rapport sur les droits de l'homme qui doit être publié prochainement.

La France ne peut plaider l'ignorance des faits et documents auxquels se référait le Ministre belge : le massacre des populations civiles à l'instigation de l'ex-parti unique et de sa milice. Un Français participait à cette mission d'enquête internationale au Rwanda organisée sous l'égide de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme. Un Français que vos collaborateurs ont reçu au lendemain de son témoignage sur l'une de nos chaînes publiques de télévision.... Témoignage irréfutable sur les massacres et l'implication des autorités locales, avec documents filmés à l'appui. Mais témoignage inconfortable : aussi inconfortable que, de son propre aveu, la position au sein de cette mission de ce représentant d'un pays continuant à soutenir financièrement et militairement ce système...

Indignation au Togo : il est vrai que notre Ministre de la Coopération était sur place lors de la répression d'une manifestation qui fit 17 morts... Silence au Rwanda quand dans le même temps plusieurs centaines de civils trouvaient la mort dans l'élimination physique des opposants politiques, ou présumés tels, et dans ce qu'il faut bien appeler aussi une épuration ethnique...

Les représentants de la France et de la Belgique étaient pourtant côte à côte avec d'autres représentants de la Communauté Européenne, des Etats-Unis d'Amérique et du Canada, au début du mois, pour exprimer au Général Habyarimana leur préoccupation face à cette violence et pour demander la cessation immédiate des massacres.

Une fois de plus, le Comité Français pour la Défense des Droits de l'Homme au Rwanda ne peut qu'exprimer son indignation devant le soutien entêté de la France à un régime désormais démasqué à l'échelon national et international. Une fois de plus, nous ne pouvons qu'exprimer notre honte et notre amertume à voir les plus élémentaires principes qui fondent notre République bafoués par ceux-là mêmes qui devraient en être les plus rigoureux garants : les Socialistes.

Veillez trouver ici, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments respectueux, mais aussi de notre profonde déception.

**Le Bureau du C.F.D.D.H.D. Rwanda,
François GOUBLOT.**

